



Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale
6 mai 2019
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Soixante-treizième session

1^{er}-19 juillet 2019

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Ordre du jour provisoire annoté

Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Rapport de la Présidente sur les activités menées entre la soixante-douzième et la soixante-treizième session du Comité.
4. Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
5. Suite donnée à l'examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention.
6. Application des articles 21 et 22 de la Convention.
7. Moyens d'accélérer les travaux du Comité.
8. Activités menées par le Comité au titre du Protocole facultatif à la Convention.
9. Ordre du jour provisoire de la soixante-quatorzième session du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa soixante-treizième session.

Annotations

1. Ouverture de la session

La soixante-treizième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sera ouverte par la Présidente du Comité.



2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Aux termes de l'article 9 du Règlement intérieur, la première question inscrite à l'ordre du jour provisoire de chaque session est l'adoption de l'ordre du jour. Aux termes de l'article 7, l'ordre du jour provisoire de chaque session est établi par le Secrétaire général en consultation avec la présidence du Comité, conformément aux dispositions pertinentes des articles 17 à 22 de la Convention.

À sa soixante-douzième session, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de la soixante-treizième session.

3. Rapport de la Présidente sur les activités menées entre la soixante-douzième et la soixante-treizième session du Comité

La Présidente rendra compte au Comité des activités menées et des faits nouveaux survenus depuis la session précédente qui ont eu une incidence sur les travaux du Comité.

Documentation

Ordre du jour provisoire annoté ([CEDAW/C/73/1](#))

4. Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Aux termes de l'article 18 de la Convention, les États parties s'engagent à présenter au Secrétaire général, pour examen par le Comité, un rapport sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont adoptées pour donner effet aux dispositions de la Convention et sur les progrès réalisés à cet égard. Les rapports doivent être présentés dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État intéressé, puis tous les quatre ans, ainsi qu'à la demande du Comité.

À sa soixante-treizième session, le Comité doit examiner les rapports des États parties suivants : Autriche, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Guyana, Mozambique, Qatar et République démocratique du Congo.

En vertu de l'article 51 du Règlement intérieur, les États parties sont représentés aux réunions du Comité au cours desquelles leurs rapports sont examinés ; leurs représentants participent aux débats et répondent aux questions ayant trait aux rapports.

En vertu de l'article 49 du Règlement intérieur, à chaque session, le Secrétaire général fait savoir au Comité quels États parties n'ont pas soumis les rapports prévus par l'article 18 de la Convention. En outre, il lui fournit périodiquement une liste des rapports soumis par les États parties, ainsi qu'une liste des rapports soumis par les États parties qui n'ont pas encore été examinés par le Comité.

Un groupe de travail d'avant-session établit des listes de points et de questions concernant les rapports, qui sont transmises aux États parties avant les réunions au cours desquelles leurs rapports doivent être examinés. Le groupe de travail d'avant-session de la soixante-treizième session s'est réuni à Genève du 12 au 16 novembre 2018. Le Comité sera saisi de son rapport ([CEDAW/C/PSWG/73/1](#)) et des réponses des États parties aux listes de points et de questions.

Documentation

Rapports

Neuvième rapport périodique de l'Autriche ([CEDAW/C/AUT/9](#))

Neuvième rapport périodique de Cabo Verde ([CEDAW/C/CPV/9](#))

Quatrième rapport périodique de la Côte d'Ivoire ([CEDAW/C/CIV/4](#))

Huitième rapport périodique de la République démocratique du Congo ([CEDAW/C/COD/8](#))

Neuvième rapport périodique du Guyana ([CEDAW/C/GUY/9](#))

Rapport unique valant troisième à cinquième rapports périodiques du Mozambique ([CEDAW/C/MOZ/3-5](#))

Deuxième rapport périodique du Qatar ([CEDAW/C/QAT/2](#))

Listes de points et de questions

Autriche ([CEDAW/C/AUT/Q/9](#))

Cabo Verde ([CEDAW/C/CPV/Q/9](#))

Côte d'Ivoire ([CEDAW/C/CIV/Q/4](#))

République démocratique du Congo ([CEDAW/C/COD/Q/8](#))

Guyana ([CEDAW/C/GUY/Q/9](#))

Mozambique ([CEDAW/C/MOZ/Q/3-5](#))

Qatar ([CEDAW/C/QAT/Q/2](#))

Réponses aux listes de points et de questions

Autriche ([CEDAW/C/AUT/Q/9/Add.1](#))

Cabo Verde ([CEDAW/C/CPV/Q/9/Add.1](#))

Côte d'Ivoire ([CEDAW/C/CIV/Q/4/Add.1](#))

République démocratique du Congo ([CEDAW/C/COD/Q/8/Add.1](#))

Guyana ([CEDAW/C/GUY/Q/9/Add.1](#))

Mozambique ([CEDAW/C/MOZ/Q/3-5/Add.1](#))

Qatar ([CEDAW/C/QAT/Q/2/Add.1](#))

5. Suite donnée à l'examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention

Le Comité examinera les questions se rapportant à la suite donnée à ses observations finales.

6. Application des articles 21 et 22 de la Convention

Aux termes de l'article 21 de la Convention, le Comité peut formuler des suggestions et des recommandations générales fondées sur l'examen des rapports et des renseignements reçus des États parties. Ces suggestions et recommandations sont incluses dans le rapport du Comité à l'Assemblée générale, accompagnées, le cas échéant, des observations des États parties.

Aux termes de l'article 22 de la Convention, les institutions spécialisées ont le droit d'être représentées lors de l'examen de la mise en œuvre de toute disposition de la Convention qui entre dans le cadre de leurs activités, et le Comité peut inviter les institutions spécialisées à soumettre des rapports sur l'application de la Convention dans les domaines qui entrent dans le cadre de leurs activités.

Documentation

Rapports présentés par les institutions spécialisées des Nations Unies sur l'application de la Convention dans les domaines qui entrent dans le cadre de leurs activités

7. Moyens d'accélérer les travaux du Comité

Le Comité examinera les questions se rapportant à ses méthodes de travail.

8. Activités menées par le Comité au titre du Protocole facultatif à la Convention

La quarante-quatrième session du Groupe de travail des communications soumises en vertu du Protocole facultatif se tiendra à Genève, du 26 au 28 juin 2019.

La treizième session du Groupe de travail chargé des enquêtes menées au titre du Protocole facultatif se tiendra à Genève, les 27 et 28 juin 2019.

À sa soixante-treizième session, le Comité continuera de s'acquitter de son mandat qu'il tient des articles 2 et 8 du Protocole facultatif à la Convention.

9. Ordre du jour provisoire de la soixante-quatorzième session du Comité

Documentation

Ordre du jour provisoire annoté de la soixante-quatorzième session ([CEDAW/C/74/1](#))

10. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa soixante-treizième session
